

Symposium International
**« Perspectives du Développement Agricole Durable
sur la rive sud de la Méditerranée »**

Tunis

15-16-17 Décembre 1997

**Nouvelles stratégies familiales
en milieu rural tunisien**

Frédéric SANDRON, Chargé de Recherche, Démographe,
ORSTOM, Institut de recherche scientifique pour le développement en coopération

Adresse : ORSTOM, BP 434, 1004 El Menzah 4, Tunis, Tunisie

Fax : (216 1) 750 254

E-mail : sandron@tunis-orstom.rio.org

1. Introduction

Même si des formes traditionnelles de complémentarité économique entre sédentaires et nomades ont existé en Tunisie, la composante essentielle de la société rurale a longtemps été orientée vers une production agricole destinée à l'autoconsommation. Aujourd'hui, ce modèle est en déliquescence, et, à l'instar de nombreux autres pays, il est devenu difficile d'assimiler le monde rural à ses activités agricoles. La politique d'aménagement de l'Etat, l'ouverture de l'économie tunisienne sur l'extérieur, les nouveaux modèles sociaux auxquels aspirent les populations, la croissance démographique sont autant de facteurs qui orientent le monde rural vers de nouvelles voies.

La question qui vient de suite à l'esprit concerne le futur de ces nouvelles formes de ruralité : sont-elles viables à long terme ? Autrement dit, peuvent-elles assurer, d'une part la satisfaction des populations en termes d'exigences économiques et sociales, d'autre part la conservation de stocks et de flux écologiques qui sont leur substrat ? Ou alors, la ruralité contemporaine est-elle le passage entre deux modèles historiques ? La période actuelle doit-elle être appréhendée comme une situation transitionnelle, que l'on pourra décrire, au choix, sous plusieurs vocables : économie autocentrée allant vers la mondialisation, autoconsommation vers l'échange, économie traditionnelle vers la modernité, économie familiale vers le capitalisme...

Pour appréhender la situation de la société rurale en terme de développement durable, nous rappellerons dans un premier temps l'évolution générale de la société rurale tunisienne. Ensuite, nous nous baserons sur une enquête effectuée en 1996 dans quatre sites d'étude¹ du Nord au Sud du pays. Sur la base de cette enquête, nous montrerons la diversité des modèles familiaux en milieu rural en insistant notamment sur la déconnexion pouvant exister entre la ruralité et l'activité agricole. Enfin, des données sur l'exploitation des ressources naturelles nous permettront de relier les aspects socio-économique aux aspects écologiques pour discuter des possibilités de développement durable des sociétés présentées.

2. Evolution générale de la société rurale

Le processus de transformation des campagnes tunisiennes est assez bien connu. On en trouvera une présentation par exemple dans Sethom (1992) ou Lahmar (1994). Sans entrer dans les détails, mentionnons l'importance des mutations survenues au vingtième siècle que ce soit à la suite de la politique coloniale d'appropriation des terres (à partir de 1881), de la politique collectiviste des années 1960 peu après l'Indépendance (1956), ou plus récemment des velléités de l'Etat aménageur.

Selon Ben Zid et Elloumi (1993), de par son insertion dans un dispositif économique général, l'épisode collectiviste a été « un moment fort de l'irruption de l'économie de marché dans le monde rural » (p.3). Les différentes politiques agricoles qui suivirent cette période étaient davantage au service de l'industrialisation du pays et l'agriculture n'était plus prioritaire. En outre, sous couvert de politique agricole, c'est parfois

davantage à une politique de répartition démographique et de développement régional que l'on pense. C'est ainsi que des zones traditionnellement pastorales se sont vues transformées en zones agricoles, au prix de difficultés écologiques et économiques certaines (on trouve de nombreux exemples dans le Sud).

Si l'on conjugue ces arguments avec le mouvement de fond qu'est l'urbanisation, observée partout dans le monde, on ne s'étonnera pas des deux résultats suivants :

- la part de la population non communale diminue
- les activités rurales sont de moins en moins liées à l'agriculture

Concernant le rapport ville/campagne, le tableau 1 est évocateur : en trente ans, la population communale est devenue largement majoritaire.

Année	1966	1975	1984	1994
Population communale	40,1 %	47,5 %	52,8 %	61,0 %
Population non communale	59,9 %	52,5 %	47,8 %	39,0 %

Tableau 1. Part de la population communale et non communale
Source : Recensements

Sur le second point, on pourra se référer à l'Enquête Agricole de Base de 1985 qui indique que 43,2 % des chefs d'exploitation sont pluriactifs. En 1989, l'Enquête Nationale Population Emploi donne des résultats intéressants sur les caractéristiques de la population travaillant dans le secteur agricole (tableau 2). Il en ressort que l'agriculture tunisienne est une activité qui repose essentiellement sur le travail familial, et qu'à ce titre, elle est une des multiples composantes de l'économie familiale.

Proportion de la population occupée dans l'agriculture	26 %
Structure des emplois agricoles :	
Exploitants agricoles	37 %
Salariés	36 %
Aide familial et autres	27 %
Part de la population active agricole âgée de soixante ans et plus	15 %
Proportion d'actifs analphabètes dans le secteur agricole	60 %
Actifs dans le secteur agricole occupés de façon permanente	67 %

Tableau 2. Indicateurs sur la population active du secteur agricole
Source : Enquête Nationale Population Emploi 1989, INS.

En 1989, sur dix ménages ruraux, quatre seulement déclarent posséder une exploitation agricole, ce qui indique une dispersion des activités rurales autour de l'agriculture. On pourra se référer au tableau 3 pour avoir une idée de la ventilation des activités pratiquées en milieu rural.

Agriculture	54,7 %
Industrie, mine, énergie	10,7 %
Bâtiment, Travaux Publics	15,5 %
Services privés	8,2 %
Services publics	9,7 %
Non déclaré	1,1 %
Total	100 %

Tableau 3. Population active occupée en milieu rural selon le statut par branche d'activité
Source : Enquête Nationale Population Emploi 1989, INS.

Il est intéressant de noter l'aspect protéiforme des activités non agricoles en milieu rural et le poids équivalent de chacun des grands secteurs traditionnels. La diversification des activités en milieu rural n'est pas l'apanage d'un seul secteur venu remplacer l'agriculture, mais passe par la multiplication des activités les plus diverses. Il en résulte que les stratégies familiales sont devenues complexes, mêlant le plus souvent une activité agricole, d'autres activités locales variées quand la situation économique le permet (industrie, tourisme) et des stratégies migratoires diverses. Nous allons voir ceci en détail à la lumière de l'enquête DYPEN menée dans quatre zones rurales.

3. Les quatre zones d'étude

Les sites retenus ont été sélectionnés en fonction d'un gradient bioclimatique et de thématiques environnementales diverses, du Nord au Sud de la Tunisie (carte 1).

La zone 1, en forêt de Kroumirie, est située en Tunisie humide. Elle correspond à sept *imadats* des *délégations* de Aïn Drahem et Tabarka (*gouvernorat* de Jendouba). Elle est caractérisée par un taux de boisement important (chêne liège et chêne zéen) et un habitat clairsemé de *douars*. Les fortes pentes, l'enclavement et la rigueur du climat hivernal font de cette région une des plus déshéritées du pays. La population y connaît depuis plusieurs décennies l'exode rural et une baisse notable de la fécondité. La problématique environnementale principale est la gestion des ressources sylvo-pastorales (déforestation).

La zone 2 est la *délégation* de Bargou, dans le *gouvernorat* de Siliana. Située en climat semi-aride, on y distingue deux entités géographiques : la Dorsale Tunisienne (*Jbel* Bargou et *Jbel* Mansour) et le Haut Tell dont la mise en valeur est dominée par la céréaliculture et l'élevage ovin. Ouverte aux influences de Tunis et des villes côtières,

la population rurale est caractérisée par une forte mobilité (migrations, exode rural). La gestion des terres de culture face à l'érosion hydrique constitue l'axe principal de la problématique environnementale de ce site.

En Tunisie aride, déficitaire en ressources hydriques, la *délégation* de Menzel Habib (*gouvernorat* de Gabès) est notre troisième site d'étude. Les problèmes de désertification (ensablement, dégradation des parcours steppiques) doivent être gérés en tenant compte des profondes mutations sociales et économiques que connaît la région (processus de sédentarisation des populations pastorales, mutations foncières à travers la privatisation des terres).

Enfin, la quatrième zone est située au sud du *Chott El Jerid*, en ambiance saharienne. Elle recouvre deux *imadats* de la délégation de El Faouar, oasis dans le *gouvernorat* de Kébili. Caractérisée par une action volontaire de l'Etat (création de forages et périmètres irrigués), la région a vu au cours des dernières décennies la sédentarisation des tribus de pasteurs *Ghrib* et *Sabria*. La gestion de l'eau et des périmètres irrigués (salinisation), la gestion de la steppe environnante (dégradation des ressources ligneuses, ensablement) y constituent les thématiques environnementales essentielles.

Le décor planté, nous pouvons maintenant nous intéresser aux stratégies familiales observées dans ces zones.

4. Stratégies économiques familiales

Par stratégie familiale, nous entendons les moyens mis en place pour assurer à la famille un revenu ou un niveau de vie souhaités. La pertinence en Tunisie de l'unité familiale comme lieu de décision d'une telle stratégie a été mise en exergue à plusieurs reprises (Ben salem 1990, Kerrou et Kharoufi 1994). Ceci est particulièrement vrai dans le monde rural.

Les stratégies familiales englobent un ensemble de variables démographiques, économiques et sociologiques qui font de l'unité familiale un véritable centre de production et de reproduction. Trop souvent, on oublie que ces différentes variables forment un ensemble cohérent, un système, et qu'elles sont fortement interconnectées. Poids de l'histoire, des traditions, de la culture, elles ont érigées la famille en une institution qui s'avère être une entité économique idéale dans des situations où les marchés sont peu efficaces, défaillants voire inexistants (Antonelli et Raimondo 1992). C'est pourquoi certaines réticences à l'adoption de nouveaux modèles, que l'on accorde trop vite à une inertie des mentalités sans voir ce que cela signifie réellement, peuvent être observés à l'aune de la peur du dysfonctionnement du nouveau modèle proposé. Selon cette perspective, les changements qui interviennent dans l'économie familiale en milieu rural doivent être analysés selon plusieurs angles. Le premier, économique, nous indique comment la main d'œuvre familiale est employée, si les options d'éducation se fondent sur des stratégies de qualité ou de quantité. L'apport de la science démographique est dans ce sens fondamental, eu égard à la faible intensité capitalistique dont disposent les ménages ruraux dans les économies en

développement. Le nombre d'enfants (Clay et Johnson 1992), la structure du ménage (Shapiro 1990) ou les stratégies migratoires (Ingene 1991) sont à la fois les causes et conséquences des préférences en matière de production locale. Enfin, les variables ayant trait à l'habitat et à l'utilisation de l'énergie renseignent à la fois sur les nouveaux modes de consommation et sur les aspirations des populations.

Les enquêtes effectuées en 1996 nous fournissent toutes ces variables et permettent de cerner les nouveaux modes de vie rurale dans leur globalité. On en trouvera une description succincte, par zone, dans les tableaux 4 et 5.

	Kroumirie	Bargou	Menzel Habib	El Faouar
Proportion des chefs de ménage sans travail	0,57	0,31	0,30	0,10
Proportion des hommes de 18 ans et plus sans travail	0,63	0,35	0,34	0,18
Proportion des chefs de ménage sans instruction	0,66	0,46	0,52	0,61
Proportion d'individus scolarisés parmi les 14-19 ans	0,38	0,54	0,44	0,60
Proportion des ménages ayant la télévision	0,51	0,75	0,56	0,66
Proportion des ménages ayant une automobile	0,04	0,11	0,11	0,06
Proportion des ménages ayant l'eau courante	0,03	0,28	0,13	0,65
Proportion d'habitats précaires	0,06	0,13	0,10	0,53
Age moyen du chef de ménage	53,3 ans	53,4 ans	54,7 ans	50,1 ans
Effectif moyen du ménage (résidents)	5,4	5,2	7,7	6,9
Proportion de familles nucléaires	0,87	0,73	0,78	0,78
Nombre moyen d'enfants nés vivants des femmes non célibataires de 50 à 59 ans	6,8	7,3	7,8	8,2
Proportion de résidents parmi les enfants de 18 ans et plus du chef de ménage	0,51	0,38	0,84	0,97
Proportion des 0-14 ans (résidents)	0,28	0,28	0,33	0,45
Proportion des 60 ans et plus (résidents)	0,11	0,14	0,10	0,07

Tableau 4. Indicateurs socio-démographiques sur les ménages
Source : Enquête DYPEN

	Kroumirie	Bargou	Menzel Habib	El Faouar
Proportion de chefs de ménages responsable d'une exploitation agricole	0,69	0,62	0,93	0,64
Proportion des hommes de 18 ans et plus ayant une activité agricole	0,50	0,51	0,62	0,65
Proportion d'exploitants ayant comme source de revenu principal le revenu agricole	0,43	0,46	0,77	0,26
Première source de revenu agricole	Elevage	Céréales	Céréales	Datte
Deuxième source de revenu agricole	Céréales, légumineuses	Elevage	Elevage	Elevage
Nombre moyen de membres du ménage travaillant sur l'exploitation	1,7	2,9	2,9	1,7
Proportion de ménages possédant du cheptel	0,67	0,62	0,90	0,44

Tableau 5. Indicateurs agricoles
Source : Enquête DYPEN

Pour trois des quatre zones (Kroumirie, Bargou, El Faouar), entre 60 et 70% des ménages sont responsables d'une exploitation agricole et parmi eux moins de la moitié en retirent leur source de revenu principal. Au total ce sont donc moins de trois ménages sur dix qui vivent majoritairement de l'exploitation de leurs terres ou de leur cheptel. Administration, commerce et chantiers saisonniers procurent sur place les compléments de revenus pour les chefs de ménage. Différentes formes de mobilité accompagnent ces stratégies économiques et façonnent ainsi la structure de la population dans les régions. Ainsi, en Kroumirie et à Bargou, l'exode et la migration temporaire sont très courants parmi les enfants des chefs de ménage. A Menzel Habib, on assiste à un phénomène de double résidence, la population étant très mobile entre El Hamma (ou d'autres grandes villes proches) et Menzel Habib où elle possède des terres. La pluviométrie et la nécessité de mettre la terre en valeur décident du lieu de résidence des ménages à un moment donné. Enfin, dans l'oasis d'El Faouar, il semble que les perspectives lucratives de la culture d'une datte d'exportation incitent les jeunes à rester sur place.

A travers la maîtrise de la fécondité, à long terme, et la pratique des migrations, à court terme, la régulation démographique permet une adaptation du monde rural aux nouvelles exigences productives. La diversification des activités, tant au niveau individuel que familial, encouragée par une politique de l'Etat aménageur, a permis un endiguement de l'exode rural important qu'a connu le pays dans les décennies 1960-1970. Mais ce nouveau modèle rural basé sur la pluriactivité est-il viable ?

5. Le concept de développement durable à l'aune des stratégies familiales

Pour répondre à la question précédente, deux aspects doivent être évoqués. Le premier est social. Les jeunes générations vont-elles se satisfaire, localement ou lors de migration, de petits boulots alors que le niveau de formation et de compétence augmente sans cesse ? Rien n'est moins sûr. Malgré un taux de chômage urbain croissant, la ville est devenue un modèle de référence. Elle a permis l'éclosion d'une nouvelle classe sociale moyenne d'employés dans le tertiaire, public ou privé, auxquels les jeunes pourraient avoir envie de s'identifier. La montée en puissance de la famille nucléaire pourraient aussi jouer en défaveur de la solidarité familiale qui autorise encore aujourd'hui à raisonner sur le concept de « stratégie familiale ».

En outre, au sein du monde rural, l'Etat pourra-t-il continuer à injecter des fonds dans des créations d'emploi administratifs, dans des chantiers de chômage, dans des subventions les mauvaises années agricoles ? Pour continuer à fixer les populations rurales, il faudra redoubler les efforts d'infrastructure et améliorer l'offre de soins et d'éducation pour que le différentiel de niveau de vie ne soit pas trop déséquilibré en faveur des zones urbaines.

Au delà de l'aspect social, de sérieux problèmes écologiques vont mettre en cause le développement durable de certaines zones rurales. A El Faouar, en milieu oasien, la politique de développement a eu un effet pervers : fort de son succès en terme de rentabilité, elle a entraîné une multiplication des périmètres illicites et une surexploitation des ressources en eau souterraine. A Menzel Habib, comme dans d'autres régions, la politique de privatisation des terres a entraîné là aussi un problème écologique : selon le principe que la terre est à celui qui la met en valeur, les populations se sont empressées, dans les années 1970, de cultiver systématiquement des terres dont la vocation traditionnelle était pastorale. Face à une pluviométrie insuffisante, cette pratique a eu des conséquences néfastes en termes d'érosion éolienne, provoquant la désertification. Dans les zones du Nord, ce sont les problèmes d'érosion et de déforestation qui sont mis en exergue. En Kroumirie, face à des conditions de vie indigentes, certains n'hésitent pas à pratiquer des activités illégales de charbonnage. Il est évident que les impératifs écologiques et une vision à long terme d'un espace ne peuvent se concevoir que lorsque les besoins vitaux, voire les principales aspirations, sont satisfaits.

6. Conclusion

La question du devenir des sociétés rurales en Tunisie est évidemment trop complexe pour qu'il puisse être apporté une réponse claire dans le cadre présent. Le point sur lequel nous voulons insister est qu'un développement durable devra être pensé conjointement en termes sociaux et écologiques. Les problèmes rencontrés viennent d'ailleurs de la confrontation d'objectifs différents pas toujours compatibles. Comment fixer des populations rurales du Sud en développant l'agriculture sur des terres à vocation pastorale et en même temps prétendre une préservation écologique de ces

terres ? Comment concilier la fixation des populations kroumirs dans des zones forestières avec l'existence d'un Code Forestier qui en interdit quasiment l'accès ? Jusqu'ici, les solutions trouvées étaient consensuelles et informelles. Une certaine tolérance de la part des autorités permet une utilisation « raisonnée », mais pas toujours raisonnable, des ressources naturelles, que ce soit en eau ou en forêt. Mais il n'est pas évident que ce modèle consensuel puisse se perpétuer à long terme sous le joug des aspirations croissantes des populations et de l'épuisement de certaines ressources. Des mesures plus radicales, une politique davantage intégrée semblent devoir être mise en place, au moins dans certaines régions particulièrement sensibles.

Notes

1. L'enquête a été menée dans le cadre du programme *DYPEN* (Dynamique Population Environnement), qui est un collectif de recherche associant plusieurs établissements tunisiens et français : l'Institut des Régions Arides de Médenine, l'Institut Sylvo-Pastoral de Tabarka, le Commissariat Régional au Développement Agricole de Siliiana, l'Ecole Supérieure d'Agriculture de Mograne, le CNT, le CREDIF, l'INRAT, le Laboratoire Population Environnement de l'Université de Provence / ORSTOM, l'ORSTOM de Tunis. Visant à comprendre les relations entre la population et son environnement, le programme s'appuie sur des enquêtes similaires menées dans quatre sites. L'échantillon, au quart, a été tiré de manière aléatoire et concerne environ 600 ménages par site en moyenne. Pour une présentation synthétique du programme *DYPEN*, on pourra se référer à Picouët (1996).

Bibliographie

Antonelli G., Raimondo L., 1992, « Quelques unes des contributions les plus récentes au débat théorique sur l'économie du développement », *Economie Rurale*, n°212 :3-11.

Ben Salem L., 1990, « Structures familiales et changement social en Tunisie », *Revue Tunisienne de Sciences Sociales*, vol.27, n°100 : 165-180.

Clay D.C., Jonhson N.E., 1992, « Size of Farm or Size of Family : Which Comes First », *Population Studies*, vol.46 : 491-505.

Ingene C.A., 1991, « Urban-Rural Migration : Effects of a Change in Agricultural Uncertainty Upon Ressource Allocation », *Papers in Regional Science*, vol.70, n°1 : 81-95.

Kerrou M., Kharoufi M., 1994, « Maghreb. Familles, valeurs et changements sociaux », *Monde Arabe Maghreb Machrek*, n°144 : 26-39.

Lahmar M., 1994, *Du mouton à l'olivier. Essai sur les mutations de la vie rurale maghrébine*, Cérès Editions, Tunis.

Picouët M., 1996, « Le problème population - milieux naturels en Tunisie » in Gendreau F. et al., *Populations et environnement dans les pays du Sud*, Karthala-CEPED, Paris: 143-164.

Sethom H, 1992, *Pouvoir urbain et paysannerie en Tunisie*, Cérès Productions et Fondation Nationale pour la Recherche Scientifique, Tunis.

Shapiro D., 1990, « Farm Size, Household Size and Composition, and Women's Contribution to Agricultural Production : Evidence from Zaire », *The Journal of Development Studies*, vol.27, n°1 :1-21.